

VINCIALE

1900
\$ 5,000,000.00
\$ 4,500,000.00
\$ 40,646,000.00

miée à son département
es, ces messieurs exami-
avec tels dépôts.
actionnaires lors de sa
directeurs.

LAPORTE

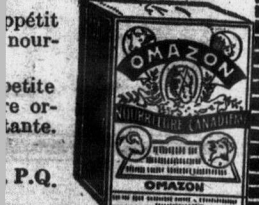
SAU

Québec
de Québec, d'Ontario
e-Edouard.

AZON

nutritive médicinale
l'estomac le foie et les
la croissance le déve-
l et assure la santé des
dans les cas de Coliques,
etc.

DE LA FERME
E LA SANTE
t un tonique sans rival



Arrive



jours ouvert

de zéro, le soir venu
ont attiré au coin du
es et potins du voisi-
otre portée par votre

pas des obstacles pour
ophone. Vous pouvez
des connaissances les
t si vous possédez un
—un produit de la
—vous pouvez parler
fort que si votre ami
de vous.

Electric

ADMINISTRATION ET PUBLICITE
Abonnement payable d'avance

Canada—Excepté cité de
Québec..... 1.00
Cité de Québec et pays
étrangers..... 1.50
Pour les Sociétaires de
la Coopérative Fédé-
rée de Québec..... 75c.

Tarif des annonces 12c. la ligne
Annonces classifiées 25 mots, 50
sous par insertion, plus un sou
par mot additionnel au-dessus
de 25 mots, minimum, 50 sous.

Pour abonnement et annon-
ces écrire au "Bulletin de la
Ferme", Limitée, 111 Côte de la
Montagne. (Edifice Morin),
Québec. Case postale 120—
Tél. 2-4297.

LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE
Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès



ORGANE OFFICIEL DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC
QUÉBEC, LE 19 NOVEMBRE 1925

REDACTION ET COLLABORATION

Cette revue est consacrée aux
intérêts de la ferme et du foyer
rural.

Elle est rédigée par un comi-
té de techniciens et de prati-
ciens agricoles, assistés de colla-
borateurs occasionnels et de
correspondants de diverses ins-
titutions agricoles. Toute col-
laboration est sujette au con-
trôle du directeur.

La correspondance concer-
nant la rédaction doit s'adres-
ser au Directeur du "Bulletin
de la Ferme", Case postale 129
Haute-Ville, Québec.

Volume XIII
Page de la Coopérative Fédérée de Québec. Numéro 46

LE CONGRÈS DE L'UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS

Les assises annuelles ont eu lieu, à Montréal, à la bibliothèque Saint-Sulpice, les 9 et 10 novembre 1925.—
L'honorable M. J.-E. Caron, ministre de l'Agriculture, assistait à l'ouverture solennelle du congrès, ainsi
qu'aux séances qui ont suivi.—Rapports et travaux présentés.—Résolutions.—Activités de l'Union

L'Union Catholique des Cultivateurs de la province de Québec a réuni plusieurs centaines de ses membres, en congrès annuel à Montréal, les 9 et 10 novembre. Elle a tenu trois séances d'études très chargées et une réunion publique, à la salle de la bibliothèque Saint-Sulpice.

Les travaux présentés et les discussions qu'ils ont soulevées ont entretenu un très vif intérêt durant les séances. On a traité d'un programme de développement agricole, de crédit agricole, de coopération agricole; puis on s'est occupé du problème de la colonisation dans la Province et l'on a discuté de matières plus spéciales, comme la loi du paiement du lait d'après sa richesse en matière grasse, la loi du classement du foin, la loi des faillites, la loi de la tuberculose bovine, la voirie.

Nous nous bornerons à donner un résumé succinct des principaux travaux du congrès.

Les nouveaux directeurs de l'Union, pour la prochaine année, ont été choisis par le congrès, comme suit:

Président, M. Laurent Barré, réélu pour un nouveau terme; vice-président, M. Aldéric Lalonde, réélu; directeurs (un par diocèse): Québec, M. J.-A. Proulx, de Montmagny, réélu; Trois-Rivières, M. Armand Lamy, de Saint-Léon de Maskinongé, réélu; Rimouski; M. M.-Magloire Chénard, maire du Bic, réélu; Chicoutimi, M. Irénée Duguay, de Saint-Méthode, réélu; Nicolet, M. J.-S. Picard, de Princeville; Saint-Hyacinthe, M. Oscar Gatinneau, de Saint-Nazaire d'Upton; Sherbrooke, M. Arsène Bérubé, de Saint-Edmond de Coaticook; Valleyfield, M. J.-B. Laberge, de Sainte-Martine; Joliette, M. Damien Neveu, de Saint-Ambroise de Kildare; Gaspé, M. le curé Chénard, de St-Joachim; Ottawa, M. Albert Lamarche, de Saint-Philippe d'Argenteuil; Mont-Laurier, M. Zénon Desjardins, de l'Annonciation; Montréal, M. Albert Monet, de Saint-Vincent de Paul; Haileybury, M. E. Trudel, de Amos, Abitibi.

LA SEANCE PUBLIQUE

M. Laurent Barré, cultivateur de l'Angers-Gardien de Rouville, et président de l'Union, remercie, au début de son discours, le clergé, la ville de Montréal et son maire, et le ministre de l'Agriculture.

"Qui sommes-nous?" se demande M. Barré. "Des cultivateurs catholiques et canadiens-français". M. Barré rappelle qu'il ne suffit pas de dire chaque jour: "Seigneur, donnez-nous du pain". Il faut, dit-il, que le cultivateur enseme sa terre et c'est par là que nous devenons des associés du Créateur.

"Le but de l'Union, poursuit M. Barré, est de mettre en face du gouvernement une force et une puissance capables de l'influencer. Mais avant de porter nos réclamations devant le parlement, il faut faire l'éducation de l'opinion publique".

Le président repasse ici le travail accompli par l'Union: recrutement de plus de dix mille de membres, étude des problèmes agricoles, tels que le crédit agricole, la coopération agricole, la voirie.

Il est une autre question dont on m'a prié de vous parler ce soir, c'est la protection tarifaire. L'an dernier, les cultivateurs ont demandé plus de protection, mais je

me suis privé d'en parler, parce que la protection est le grand cheval de bataille des politiciens."

Parlant du crédit agricole, le président dit qu'il ne veut pas d'un crédit agricole purement gouvernemental. Il ne veut pas d'un crédit agricole pour aider aux cultivateurs déjà perdus, mais il désire un "crédit destiné à prévenir les cas extrêmes et à soulager ceux qui peuvent être raisonnablement secourus.

"Mais, de quel droit demandons-nous un crédit agricole? Du droit que nous avons de vivre notre vie. C'est du socialisme que vous prêchez, s'écriera-t-on. N'ayez crainte, cette doctrine-là ne se rencontre pas dans les campagnes, elle ne vit pas au grand air.

"Vous autres, cultivateurs, nous dit-on, vous n'êtes jamais contents. Puisque les cultivateurs sont si capricieux, repréentent les autres, qu'ils aillent vivre ailleurs. Eh! bien, c'est ce qu'ils font, et si on n'y porte pas remède, le flot de l'immigration grossira sans cesse."

L'honorable J.-E. CARON

M. J.-E. Caron, ministre de l'Agriculture, parle ensuite et commence par rappeler les débuts de l'Union catholique des cultivateurs de Québec. "On s'est étonné, dit-il, de ce que l'an dernier, lors de la fondation de l'Union, aucun membre du gouvernement n'assistait à votre congrès, mais tout cela a été discuté dans la presse et au parlement" et le ministre ne veut pas y revenir. Cette année, il a reçu une invitation et il est heureux de l'accepter.

M. Caron compare alors la vie des campagnes et des villes. La vie des cultivateurs est l'état idéal. La classe agricole jouit présentement de la vie la plus saine, la plus normale et la plus conforme aux exigences humaines. Il est vrai que nous traversons une crise, dit-il, mais les cultivateurs de la province de Québec, somme toute, n'ont rien à envier aux ouvriers des villes.

"J'ai bien rêvé, dit M. Caron, d'une province entièrement agricole, tout comme l'est la Belgique, où l'industrie agricole serait toujours à la base de notre vie économique. Si nos consacrations à la terre toutes nos énergies, je crois que nous en obtiendrions une condition plus aisée, plus facile, plus morale. Je ne dis pas que ce rêve se réalisera, mais je crois que ce serait possible si l'on faisait l'œuvre d'éducation nécessaire de nos gens. Il y aura toujours deux facteurs dans le progrès: le travail et le savoir. Le cerveau doit nécessairement diriger l'œuvre des bras. Il y a peut-être des agriculteurs qui ont pu avoir réussi sans le savoir, mais combien ils auraient trouvé l'effort moins considérable s'ils avaient pu le coordonner?"

Le ministre parle ensuite de l'œuvre de l'U.C.C. et déclare que jamais le gouvernement ou lui-même n'ont vu avec terreur ou défaveur une organisation agricole. Il met l'Union en garde contre l'imixtion de la politique. Puis, M. Caron analyse, dissèque, critique et approuve les résolutions adoptées l'an dernier par le congrès.

Il reproche à l'Union de n'avoir pas rencontré le gouvernement pour discuter ensemble les résolutions adoptées; il invite l'Union à le faire dans l'avenir. Il conseille aussi à l'Union de considérer les questions qu'elle étudie sous tous leurs aspects. Ainsi, à propos de tarif, l'on devrait consi-

dérer les avantages de la réciprocité avec les États-Unis et ne pas se limiter exclusivement à l'étude d'un tarif plus élevé.

Il déclare ensuite que, cultivateur dans l'âme, n'ayant aucun gros intérêt particulier à protéger, il n'a aucun motif ni personnel ni politique de travailler contre les cultivateurs. Si l'Union veut obtenir des autorités l'appui qu'elle demande, il faut nécessairement qu'elle mette un frein à une campagne de dénigrement menée par son organe officiel contre ce même gouvernement. Le cabinet provincial ne veut que le bien de la classe agricole et il attend de cette dernière une loyale et saine coopération. Il faut cependant se défier d'un élément qui semble intéressé à créer du mécontentement chez la classe agricole par des fausses représentations, des critiques injustes faites avec l'intention de faire porter plus tard un blâme au gouvernement. Le principe de l'association ne prête à aucune objection. La grande majorité des membres agit avec une entière bonne foi; mais c'est cette bonne foi qui devient dangereuse quand certains particuliers tentent d'en abuser.

Il faut de même se défier des demandes exagérées ou complètement inacceptables. Il est évident que de ce côté votre Congrès, à la suggestion de quelques intéressés, a passé des résolutions qui ne peuvent être admises et dont l'on pourra se servir plus tard pour accuser le gouvernement de n'avoir pas accordé ce que l'on demandait. Ne faites que des demandes raisonnables et justifiées et nous les considérerons avec plaisir.

M. Caron termine en remerciant les officiers de l'Union de leur cordiale invitation. Il est heureux de la prospérité de l'Union catholique des cultivateurs et il souhaite qu'elle vive longtemps. Mais pour cela, il lui faudra inévitablement qu'elle mette un frein à la campagne menée contre lui et le gouvernement, ajoute M. Caron.

Les autres orateurs ont été le maire Duquette, qui a souhaité la bienvenue aux congressistes, l'échevin Léon Trépanier, qui a rappelé l'œuvre agricole de la Société Saint-Jean-Baptiste, et M. le chanoine Elzéar Roy, missionnaire agricole et curé de la cathédrale de Rimouski.

LES TRAVAUX DU CONGRES

Au début de la première séance d'étude du congrès, M. Firmin Létourneau, secrétaire général de l'Union, a soumis son rapport sur l'enquête de l'Union sur la situation agricole dans la province de Québec. En voici un fidèle résumé:

LA SITUATION AGRICOLE

Concernant le mouvement de la population rurale, si nous appliquons à toute la Province les moyennes fournies par cette enquête, il appert donc que de 1914 à 1925 les paroisses rurales ont perdu environ 70,000 personnes et que durant les cinq dernières années seulement, elles en ont perdu tout près de 25,000. Le nombre de propriétaires de fermes, d'un autre côté, s'est abaissé d'environ 8,000 durant la période 1920-1925. Par contre, dans les régions de colonisation, le nombre moyen par paroisse de cultivateurs est passé de 143 en 1914 à 148 en 1920 et à 145 en 1925.

Quant à l'évaluation des propriétés, elle est restée pratiquement au même niveau, accusant une augmentation moyenne de

\$20,000 par paroisse depuis 1920 et les taxes, depuis 1920, ne se sont élevées que légèrement. De ce côté, la situation du cultivateur n'a pas été sensiblement affectée.

Le pouvoir d'achat du cultivateur n'a pas non plus sensiblement varié depuis 1920.

Un point qui mérite d'être considéré, c'est celui de l'achat, sur une immense échelle, des produits alimentaires pour les bestiaux. L'enquête nous révèle qu'un très grand nombre de cultivateurs achètent des quantités considérables de son, de moulée, de gru et de farines alimentaires. Il serait opportun de considérer s'il ne serait pas possible de produire, au moins une partie de ces engrais sur les fermes mêmes.

Quant à la question de crédit, il est évident que bien qu'il existe dans plusieurs régions du capital en quantité assez considérable, ce capital circule difficilement parmi les cultivateurs et le taux d'intérêt dépasse de beaucoup les revenus que ce capital peut produire sur la ferme.

L'enquête nous enseigne que la moyenne d'arpents de terre en culture sur chaque ferme est de 64. Que le nombre moyen de vaches laitières, par ferme, est de 10, c'est-à-dire une vache par 6.4 arpents. Cette proportion devrait servir de motifs à réflexion pour les cercles qui s'occupent de la réorganisation des fermes. Le rendement moyen des vaches laitières a été, nous dit encore l'enquête, de \$45 par tête. Cela est-il suffisant? C'est ce que les cercles devront s'appliquer à découvrir.

Le nombre de moutons, par ferme, est de 6. Quelles sont les raisons qui empêchent cet élevage de se relever au niveau où il était autrefois; il faudra également le découvrir.

Quant aux porcs, la situation est assez bonne; cependant, connaissant les quantités considérables de porcs importés en dehors de la Province, il y aurait encore probablement lieu de considérer la question de cet élevage. Quant au poulailler, il est évident qu'il ne donne pas un rendement suffisant et cela explique pourquoi bon nombre de cultivateurs ne croient pas en l'aviculture et pourquoi nous importons une quantité aussi considérable d'œufs.

Ces quelques notes suffiront à prouver que le champ d'activités de l'Union est immense, et qu'un travail systématique, poursuivi avec vigueur, pourrait produire des résultats importants.

DEVELOPPEMENT AGRICOLE

M. Oswald Picher, de Saint-Marc de Verchères, a proposé le programme de développement agricole que voici:

1o Qu'une propagande régulière et bien pourrie soit faite par la voie des cercles locaux pour induire les cultivateurs individuellement et les cercles collectivement, à discuter entre eux les moyens à prendre pour arriver à produire sur les fermes tout ce que ces fermes peuvent produire pour le maintien de la famille et des troupeaux;

2o En vue d'arriver à réduire le coût de production, je suis d'opinion qu'il faudrait attaquer de front la question de l'adoption des récoltes sur la ferme et de l'amélioration des troupeaux, particulièrement en ce qui concerne le rendement de la vacherie, de la porcherie, du poulailler et de la bergerie. (Suite à la page 442)